

COMBAT RÉPUBLICAIN

Numéro 20

Bulletin d'information de la **CNGR**
Coordination Nationale de la **Gauche Républicaine**

A SAVOIR:

CHINE « POPULAIRE »

Il n'est pas dans notre intention de nier que le spectaculaire décollage économique de la Chine est l'un des phénomènes majeurs de notre époque. Mais il est toujours bon de rappeler les conséquences de cette transformation de la « Chine rouge » par le capitalisme-roi. Selon l'agence Chine Nouvelle, qui cite une étude du bureau national des statistiques, les inégalités sociales croissent aussi vite que l'économie : 10% de la population possèdent 45% des richesses du pays, alors que les 10% les plus pauvres n'en détiennent que 1, 4%.

CROISSANCE (TRES) MOLLE.

Thierry Breton estime à « autour de 2% » la croissance en France pour 2005, au lieu des 2,5% annoncées lors de l'élaboration budgétaire. Plus pessimiste – ou plus réaliste – l'INSEE table sur un résultat de 1, 5 ou 1, 4%. En 2006, la charge de la dette absorbera la totalité des recettes de l'impôt sur le revenu. Et avec un baril de pétrole qui s'apprête à franchir le seuil des 60 dollars, redresser l'économie française requiert une action volontariste des pouvoirs publics. Alors le plan Villepin...

LE LUXEMBOURG: AUTRE MOUTON NOIR?

Les électeurs du Grand Duché se prononceront le 10 juillet par référendum sur le « traité constitutionnel » de l'UE. A la surprise générale, les sondages font état d'une forte progression du Non, qui est passé de 23% des intentions de vote en avril à 45% début juin. Un comité pour le Non composé de syndicalistes et de militants de gauche fait salle comble à chacune de ses réunions publiques.

EDITO : CHIRAC A DEJA DEMISSIONNE.

Le Conseil européen des 16 et 17 juin a pris fin sur un échec révélateur de la crise endurée par l'UE. Cette crise vient de loin, elle obéit à des causes profondes.

En premier lieu, l'économie de la zone euro est frappée d'une asthénie durable. Faute de croissance, plusieurs pays de l'Union, à commencer par la France, l'Allemagne et l'Italie, ne respectent plus les limites de déficit budgétaire et d'endettement établies par le pacte de stabilité. Mais la Banque centrale européenne, émule du docteur Diafoirus, continue à soumettre ses patients à un régime amaigrissant alors que ceux-ci souffrent de dénutrition !

L'élargissement à 25 membres sans moyens supplémentaires a fragilisé l'Union, au lieu de lui donner un nouvel élan. Il a institué la mise en concurrence de pays aux niveaux de développement social très dissemblables, au lieu de créer de nouvelles solidarités. Tout cela sur fond de chômage de masse, de précarité et de pauvreté croissantes.

Cette Europe du libéralisme à tout crin vient d'être censurée par deux fois à l'occasion de référendums constitutionnels. Que l'on ne s'y trompe pas : comme le dit Laurent Fabius, « c'est la crise qui a créé les « non », et non pas les « non » qui ont créé la crise ». En France, la gauche a été majoritaire dans le Non ; elle a fait campagne en avançant des propositions susceptibles de relancer la construction européenne dans une perspective sociale et démocratique.

Mais Jacques Chirac s'est refusé à porter devant le Conseil européen cette exigence populaire, pourtant exprimée souverainement. Prenant prétexte de l'entêtement britannique à propos de la « ristourne budgétaire » dont bénéficie Londres depuis 1984, il a coupé court à toute discussion sur le fond, c'est-à-dire sur le changement de cap à imprimer d'urgence à la politique de l'Union. Au lieu de proposer une augmentation de la contribution des principaux pays, afin de financer la relance et de faciliter l'intégration des nouveaux membres, il s'est délibérément enfermé dans une négociation de maquignons avec Tony Blair – qui lui aussi n'attendait que ça !

Alors que la France aurait dû faire entendre les raisons de son vote du 29 mai – réforme de la BCE, fin du pacte de stabilité, défense des services publics, définition d'une politique industrielle et de grands travaux au niveau européen, défense de la laïcité, ... - Chirac s'est défaussé au profit d'une querelle stérile avec l'Angleterre. Ce n'est pas ce mandat-là que lui ont délivré les Français ! En ne respectant pas le suffrage universel, le chef de l'Etat se rend coupable d'une grave félonie .

Président de l'UE à compter du 1er juillet, Tony Blair se propose de lancer « un débat fondamental » sur l'avenir de l'Europe. Tout nous sépare de sa conception libérale, mais nous le prenons au mot. Débattons pied à pied, faisons connaître aux Européens toutes les propositions concernant le destin de notre continent, et qu'ils puissent décider souverainement, en toute connaissance de cause.

Quant à la voix de la France, c'est la gauche qui doit la faire entendre. Car si Chirac s'accroche encore aux appareils de la fonction présidentielle, pour ce qui est de représenter notre pays, il a déjà démissionné.

La Rédaction

UNE DELEGATION FRANCAISE A PORTE LES COULEURS DU NON DE GAUCHE A BRUXELLES

Tout l'arc politique, syndical et associatif du Non de gauche était présent à Bruxelles le 16 juin pour le début du sommet européen. Pierre Carassus, Coprésident Délégué Général de la CNGR avait fait le voyage.

Reçus par le ministre délégué aux Affaires Etrangères du Luxembourg, Nicolas Schmit, les membres de la délégation ont expliqué les raisons du Non français et manifesté l'exigence souveraine des électeurs de voir l'Europe emprunter une voie sociale et démocratique. Ils ont insisté sur la défense des services publics, de la laïcité et de l'égalité hommes-femmes, mises à mal par le projet constitutionnel, demandé la suppression pure et simple de la partie III du traité constitutionnel, consacrée à la politique économique, ainsi que le retrait des projets de directive d'inspiration ultra-libérale, du type Bolkestein ou sur le temps de travail.

Le ministre luxembourgeois a concédé à ses interlocuteurs que le débat devait se poursuivre en Europe à partir des questions soulevées lors des campagnes référendaires. Il a mis en garde contre « le danger des nationalismes » et s'est dit soucieux de « rassurer les Français et de répondre à leurs inquiétudes ». Ce à quoi Pierre Carassus a répondu que les citoyens européens n'attendaient pas de leurs dirigeants une attitude paternaliste ; ils ont prouvé leur maturité civique et entendent bien continuer à exiger de décider eux-mêmes de leur destin.

SARKOZY PARLE EN CHEF (DE GANG)

« Les voyous vont disparaître, je mettrai les effectifs qu'il faut, mais on nettoiera la Cité des 4 000 ». Ces propos de petit caïd ont été tenus par Sarkozy au lendemain du meurtre d'un jeune garçon dans ce quartier de La Courneuve. D'après le maire communiste de la ville, Gilles Poux, le ministre de l'intérieur aurait même parlé de « nettoyer au karcher » devant la famille de la victime.

Les réactions ne se sont pas fait attendre. Pour la Ligue des Droits de l'Homme, « ce vocabulaire relève d'un discours populiste et non pas de la représentation de la République ». L'Union Syndicale des Magistrats rappelle que l'Etat n'a pas pour fonction de « nettoyer », et que « le mot de nettoyage est un mot historique lourd de sens ». Quant au député PS de Seine-Saint-Denis, Bruno Le Roux, il estime que « ce n'est pas au karcher qu'on fait sortir certaines pratiques de ces cités, mais avec une politique de fond et des moyens ».

PS: LA FEDE DES BOUCHES-DU-RHÔNE « VEUT PESER »

C'est en ces termes que Eugène Caselli, premier secrétaire de la quatrième fédération du PS pour le nombre de militants, justifie son intention de déposer une motion au congrès prévu en novembre. Estimant que « le parti doit se ressaisir, on a trop attendu pour éviter qu'il se divise », Caselli annonce, parmi les propositions de la fédération des Bouches-du-Rhône, la sécurité sociale professionnelle, la réforme des institutions et la nationalisation de l'eau.

Quant à la direction du PS, elle vient de rendre public un texte d'orientation en huit pages intitulé « Volonté et vérité ». On peut y lire, à propos de la victoire du Non au référendum du 29 mai, que « notre premier devoir est bien sûr de respecter ce vote ». Les responsables socialistes sanctionnés à l'issue du dernier Conseil national apprécieront...

HUMEUR: ANNULATION DE LA DETTE DES PAYS LES PLUS PAUVRES : UNE GENEROSITE EN TROMPE L'ŒIL

Economiste et professeure au Massachusetts Institute of Technology (MIT), Esther Duflo qualifie de « générosité de façade » l'annulation par le G8 de la dette multilatérale contractée par 18 pays très pauvres, presque tous africains, auprès de la Banque mondiale, du FMI et de la Banque africaine pour le développement. Extraits de sa tribune libre parue dans Libération du 20 juin.

(...) Cette décision représente une étape dans un long processus de négociations sur les modalités de l'annulation de la dette des pays les plus pauvres et les plus endettés, entamé en 1996. Les pays potentiellement bénéficiaires d'une annulation dans le cadre de ces négociations sont les 38 pays classifiés HIPC (highly indebted poor countries), dont la dette extérieure est tellement élevée que le total des exportations du pays représente moins des deux tiers de la valeur annualisée de la dette, et où le PIB annuel par habitant est inférieur à 800 dollars. Paradoxalement, des pays très pauvres, mais pas assez « endettés » (comme l'Inde, le Bangladesh, l'Indonésie ou le Pakistan) ne peuvent pas être candidats à l'annulation de leur dette. La décision du G8 ne concerne pour l'instant que 18 des 38 pays HIPC, parce que chaque pays doit négocier son annulation et que tous les pays ne sont pas prêts. La dette annulée représente 40 milliards de dollars (55 milliards dans dix-huit mois, quand neuf autres pays seront ajoutés).

Mais les pays du G8 sont bien moins magnanimes que cette somme peut le laisser penser. Ce qu'ils octroient aux pays HIPC, ce n'est pas une somme de 40 milliards de dollars, mais le droit d'arrêter de rembourser leur dette. Pour évaluer la générosité de

cette offre, il faut donc commencer par convertir cette somme en un flux annuel : ces 40 milliards de dollars représentent 1,5 milliard de dollars de paiement annuel, soit seulement 1,25% du total de l'aide internationale en 2004. Même si l'annulation de la dette ne s'accompagnait pas d'une réduction correspondante des autres formes d'aide extérieure, on serait loin d'une augmentation « historique » des flux d'aide.

De surcroît, les pays HIPC étaient, dans leur grande majorité, absolument incapables de satisfaire à leurs obligations. En pratique, les institutions multilatérales leur donnaient sous forme d'aide les fonds au moins équivalents aux remboursements annuels. Le fait que ces pays ne rembourseraient pas leur dette était donc déjà complètement pris en compte. Dans ces conditions, l'annulation de la dette est essentiellement une manipulation comptable. Le traitement de la dette de la Banque mondiale le montre très clairement : il est prévu que les flux d'aide de la Banque mondiale vers les pays dont la dette a été annulée soient diminués d'un montant correspondant exactement aux intérêts qu'ils payaient avant l'annulation. En clair, rien ne change ! (...)